

Annexe 1bis : Affirmations

La pride (marche des fiertés) en Belgique se déroule au mois d'août.

FAUX

La Belgian Pride a lieu chaque année en mai ! La pride est une manifestation pour les droits des personnes LGBTQIA+, avec l'organisation de nombreuses activités autour de ce thème et la traditionnelle parade.

Il y a autant de personnes intersexuées que de personnes rousses.

VRAI

Selon certaines études, environ 1,7 % de la population naît avec des caractéristiques intersexes, ce qui est comparable au nombre d'enfants qui naissent avec des cheveux roux.

Source : Amnesty, 2018

Pour précision : Le terme intersexué-e est un terme générique qui couvre un vaste groupe de personnes dont les caractéristiques sexuelles ne correspondent pas aux normes admises permettant d'établir si l'individu est de sexe mâle ou femelle ; d'autres ont des organes génitaux et corps femelles tout en possédant des chromosomes XY (associés au sexe mâle) ou des organes génitaux et corps mâles et des chromosomes XX (associés au sexe femelle). L'intersexualité concerne les caractéristiques biologiques et pas l'identité de genre en tant que telle. Il ne s'agit pas non plus de l'attirance sexuelle ou romantique : les personnes intersexuées ont des attirances sexuelles et romantiques variées.

Les relations homosexuelles sont réprimées par la loi dans 10 pays sur 193.

FAUX

L'homosexualité est réprimée par la loi dans 69 pays du monde. Ce décompte recouvre des législations variables. Certains pays considèrent explicitement les relations entre adultes de même sexe comme un crime. D'autres états mentionnent dans leurs textes de loi des « *actes contre nature* », « *indécents* » ou « *immoraux* », laissant la place à l'arbitraire des juges. Les peines encourues peuvent aller d'amendes à la prison, en passant par des « *thérapies* » forcées, des coups de fouet, voire la peine de mort dans encore 11 pays. Partout où l'homosexualité peut être punie par la loi, les personnes homosexuelles ou soupçonnées de l'être vivent dans la peur d'être arrêtées et condamnées.

Source : *Observatoire des inégalités*, 2022 ; ILGA, 2022

La Belgique est classée deuxième pays d'Europe où les politiques et les lois sur les droits humains des personnes LGBTQIA+ sont les plus avancées.

VRAI (mais à nuancer)

Effectivement, la Belgique a été classée 2^e (avec 76%) au classement Rainbow Europe 2023 par Ilga. Ce classement est une évaluation annuelle de la situation des droits personnes LGBTQIA+ eu Europe et au Proche-Orient.

Il est toutefois important de préciser que ce classement prend en compte les lois du pays, mais pas l'application effective de celles-ci ni la réalité du terrain.

Certes, beaucoup a été fait en Belgique. Cependant le rapport écrit qui accompagne ce chiffre souligne qu'énormément de problèmes restent non résolus. Un score de 76% signifie avant tout que les droits des personnes LGBTQIA+ ne sont pas garantis à 100% (par ailleurs, à quel idéal correspond ce 100% ?).

Malgré les avancées juridiques, les personnes LGBTQIA+ sont encore victimes de préjugés, d'insultes voire même de propos haineux au quotidien.

Source : *RainbowHouse*, 2023

Étant liés par un traité, les 27 états membres de l'Union européenne reconnaissent tous le mariage homosexuel.

FAUX

Longtemps criminalisée, l'homosexualité est aujourd'hui légale dans tous les pays de l'Union européenne. Mais de nombreuses inégalités, en particulier en matière d'union civile et de mariage persistent entre les différents pays. En effet, l'Union européenne dispose de très faibles compétences en ce qui concerne les politiques familiales et, plus généralement, sociétales.

14 pays de l'UE reconnaissent le mariage homosexuel et l'union civile.

En Belgique et dans ces états, les couples homosexuels qui se marient ont accès aux mêmes droits que les couples hétérosexuels. Certains pays restreignent toutefois certains droits pour les couples de même sexe, comme l'adoption par exemple.

21 pays (dont les 14 ci-dessus) de l'Union européenne autorisent une forme d'union civile.

Ces unions accordent aux personnes qu'elles lient une partie ou la totalité des droits et responsabilités prévus par le mariage, par exemple en matière fiscale, d'héritage, de sécurité sociale ou encore d'adoption.

Encore 6 pays de l'UE ne reconnaissent aucune forme d'union pour les couples homosexuels.

Source : Toute l'Europe, 2023